

**Convention d'accompagnement aux Mesures de
Compensations Collectives dans le cadre du décret n°2016-
1190 du 31 août 2016**

Entre les soussignées,

L'Association pour la Prévention et le Redressement des Exploitations en Difficultés de Lot-et-Garonne, dont le siège est sis 271 rue de Péchabout
- BP 80349, 47008 AGEN CEDEX, représentée par Monsieur Patrick FRANKEN,
président, spécialement habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **APRED** »
De première part,

Et :

La **SEM 47** dont le siège social est 6 bis boulevard Scaliger 47000 AGEN,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Agén sous le numéro
325 517 795, représenté par Monsieur Michel MASSET agissant en qualité de
Président Directeur Général

Ci-après dénommée « **SEM47** »
De seconde part,

Ci-après dénommées ensemble les « Parties » et individuellement la « Partie ».

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Avec le projet « Agrinove » porté par le Syndicat Mixte pour le Développement Economique du Néracais, la société SEM 47 est concessionnée dans le cadre de la création d'une Zone d'activité Economique multi site sur la commune de Nérac située dans le Lot-et-Garonne, pour une surface totale de 31,4 ha (dont 4,88 ha conditionnés à la délocalisation du centre équestre), (ci-après « le Projet »).

Le projet, soumis à étude d'impact environnementale et s'étendant sur plus de 5 hectares de terres aujourd'hui en partie à vocation agricole, est aussi concerné par une étude préalable agricole telle que décrite dans le décret n°2016- 1190 du 31 août 2016, aujourd'hui codifié aux articles D. 112-1-18 et s. du Code rural et de la pêche maritime.

Dans ce cadre, l'article L. 112-1-3 du Code rural et de la pêche maritime prévoit que : « *Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole font l'objet d'une étude préalable comprenant au minimum une description du projet, une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, l'étude des effets du projet sur celle-ci, les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que des mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire.* ».

L'étude préalable agricole citée ci-dessus réalisée par W pour le compte de la SEM47, a déterminé les impacts du Projet sur la filière agricole. Le coût de compensation agricole collective est évalué à **78 500 € (pour 31,4 ha) dont 7 500€ conditionnés à la délocalisation du centre équestre.**

Suite à cet état des lieux, à la demande du porteur de projet, la Chambre d'Agriculture 47 a fait des propositions d'actions pour mettre en œuvre cette compensation collective.

C'est dans ce contexte, et après discussions, que la CA47 a proposé à SEM 47 de travailler entre autres mesures, sur un axe visant à assurer des mesures de compensations collectives pour consolider l'économie agricole locale, consistant en une aide versée à l'APRED pour son investissement dans l'accompagnement des exploitations agricoles en difficultés.

L'APRED, créée en 1987, accompagne les agriculteurs en difficultés du département à travers plusieurs mesures :

- Accompagnement en amont des procédures collectives judiciaires ;
- Accompagnement dans les procédures administratives qui correspondent aux différents dispositifs d'aides mis en place par le Ministère de l'Agriculture ;
- Gestion d'un fond social pour subvenir aux besoins créés par une situation sociale difficile, en complément des dispositifs sociaux communs.



Tel est l'objet de la présente Convention (ci-après la « Convention »), dont les articles à suivre détaillent cette action.

Ceci exposé, les Parties ont convenu et décidé ce qui suit :

I OBJET

Par la présente Convention, SEM 47 s'engage à prendre à sa charge les compensations collectives décrites aux articles II, III et IV des présentes.

II COMPENSATION COLLECTIVE ECONOMIQUE : PARTICIPATION A L'APRED

Au titre de la présente Convention, SEM 47 s'engage à participer à l'action agricole collective d'accompagnement des agriculteurs en fragilité économique de l'APRED en versant à l'obtention de l'arrêté de création de ZAC et à la mise en compatibilité du PLU par le biais d'une Déclaration d'Utilité Publique un montant de **1 400 euros**.

Par ailleurs, en cas d'extension de la zone d'activité sur le site existant du centre équestre (soit 4,88 ha), la SEM47 s'engage à verser un montant de : **7 500 euros**.

SEM 47 informera l'APRED que les jalons de paiement sont atteints, afin que l'APRED émette un appel à paiement. SEM 47 règlera les sommes prévues dans le délai de 30 jours à compter de la date de réception du dit-appel afin que l'APRED lui fournisse un récépissé de production des fonds.

L'APRED s'engage à utiliser cette subvention pour venir en aide aux agriculteurs, conformément à ses statuts.

III CONDITIONS SUSPENSIVES

L'article II prendra effet à la date de réalisation de l'ensemble des conditions suspensives suivantes :

- Le diagnostic, le montant des compensations collectives et les mesures de compensations collectives proposées devront être validés par Monsieur le Préfet après présentation en CDPENAF (Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers).
- La compensation sera versée à condition que le projet obtienne les autorisations administratives nécessaires à sa réalisation visée en préambule, purgées de tout recours des tiers.

IV. DUREE

La présente Convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, la présente Convention prendra fin en cas d'abandon définitif du projet résultant :

- du rejet définitif de la demande d'autorisation du projet ;
- du retrait définitif de tout ou partie des autorisations administratives indispensables pour réaliser le projet ;
- d'annulation contentieuse définitive de l'autorisation administrative indispensable pour réaliser le projet ;
- de la perte définitive de la maîtrise foncière de tout ou partie des terrains par la SEM47,

et ce, sans indemnité au profit de l'APRED.

Il est rappelé qu'en cas de rejet de la demande en l'état ou de refus de l'autorisation préfectorale ou de refus de l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet pour quelques motifs que ce soit, la SEM 47 se réserve expressément le droit d'effectuer tout recours auprès des autorités administratives ou juridictions administratives compétentes. Dans ce cas, la présente Convention restera valable jusqu'à ce que la décision ait acquis un caractère définitif et soit passée en force de chose jugée.

V. MODIFICATIONS

Toute modification à la présente Convention devra donner lieu à la conclusion d'un avenant entre les Parties.

Les Parties conviennent qu'en cas de réduction des surfaces impactées par le projet supérieur à 5% pour des raisons indépendantes de la volonté de la SEM 47, elles se rencontreront pour faire le bilan des superficies laissées à la vocation agricole. Si cela est nécessaire, elles s'entendront pour revoir en fonction le montant des compensations affectées aux différentes actions et le cas échéant, le proratiser.

VI. SUBSTITUTION

Les Parties conviennent que la SEM 47 pourra substituer aux présentes toute personne morale qu'elle désignera dans l'exécution des présentes, ce que l'APRED accepte. Le cessionnaire se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de la SEM 47, sur simple notification faite à l'APRED, à l'adresse mentionnée dans la comparution, cette notification devant impérativement se faire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Elles conviennent de même que l'APRED pourra substituer aux présentes toute personne morale qu'elle désignera dans l'exécution des présentes, ce que la SEM 47 accepte. Le cessionnaire se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de l'APRED, sur simple notification faite à la SEM 47, à l'adresse mentionnée dans la comparution, cette notification devant impérativement se faire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

VII RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des Parties des engagements de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit un (1) mois après une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

En cas de manquement grave des obligations de la présente Convention par l'une des Parties, celle-ci sera résiliée de plein droit dès constatation de ce ou ces manquements.

VIII LITIGE –ELECTION DE DOMICILE

Les Parties s'efforceront de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente convention.

Tout litige qui ne pourrait être résolu de cette manière dans un délai de trois (3) mois sera soumis au Tribunal de Proximité d'Agen.

Les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

Le 14 octobre 2021,

Pour l'APRED

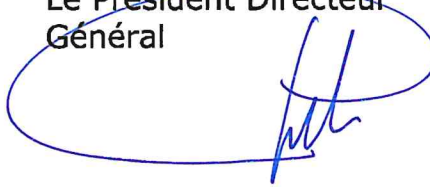
Le Président



Patrick FRANKEN

Pour la SEM 47

Le Président Directeur
Général



Michel MASSET



Annexe 1 : Présentation de l'APRED



Statut : Association Loi 1901.

Histoire :

Cette association a été créée en 1987, à l'initiative collective de 6 membres fondateurs, la Chambre départementale d'Agriculture de Lot et Garonne, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (du département de Lot-et-Garonne à l'époque), la Fédération des Coopératives de Céréales et d'approvisionnement, la Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles (GROUPAMA par la suite), la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles, la Mutualité Sociale Agricole, avec un objet principal réparti en 4 points essentiels :

- traiter à leur demande, aussi précocement que possible, les cas des exploitants agricoles en situation difficile, les sensibiliser, et établir une relation de solidarité entre eux et les organisations professionnelles,
- être un lieu de concertation, de réflexion et de proposition pour tout ce qui concerne les procédures et les moyens à mettre en œuvre afin de diminuer les risques d'une fragilisation excessive des exploitations, et notamment de celles en phase de changement,
- apporter un appui moral et technique aux exploitations dont la situation est considérée, après examen, comme redressable,
- lorsque le redressement n'est pas possible, leur faciliter l'accès à la procédure de liquidation collective, et les conseiller dans la recherche d'une reconversion.

Actuellement, l'APRED est constituée de 8 membres, dont 5 fondateurs, GROUPAMA s'est retiré, la coopérative Terres du Sud s'est substituée à la Fédération des Coopératives de Céréales et d'approvisionnement par changement de nom social, et 3 membres supplémentaires, la Coordination Rurale 47, le syndicat JA 47 et la Banque Populaire Occitane.

Nous le savons, le nombre d'agriculteurs en difficulté ne cesse de croître, avec des filières entières « s'écroulent » (lait, viande, fruits et légumes, etc.). Les actions menées par l'APRED sont donc toujours plus d'actualité.

Actions :

- Accompagnement des exploitants agricoles en difficulté économique, en amont des procédures collectives judiciaires : rendez-vous d'informations, analyses du système global d'exploitation, construction d'un plan d'action avec l'agriculteur pour redresser la situation de l'entreprise.
- Accompagnement des exploitants agricoles du département dans les procédures administratives qui correspondent aux différents dispositifs d'aides mis en place par le Ministère de l'Agriculture. Ces dossiers sont examinés par un Comité Technique réunissant tous les membres de l'association, avant validation par les services de l'État.
- Gestion d'un fond social d'un montant annuel de 81 250 €, abondé à 60 % par la MSA et à 40 % par le Conseil Départemental. L'intervention consiste à octroyer, aux agriculteurs éligibles, une aide comprise entre 500 et 3 000 € pour subvenir aux besoins créés par une situation sociale difficile, en complément des dispositifs sociaux communs.

Aujourd'hui :

Nous travaillons sur la mise en place d'un fond de solidarité sur lequel l'APRED engage ses fonds propres. Le principe : octroyer des prêts à taux zéro pour les agriculteurs ayant des difficultés économiques et désireux de financer un projet permettant de relancer l'exploitation. Le prêt ne dépasserait pas 5 000 € et serait remboursable sur 36 mois maximum.

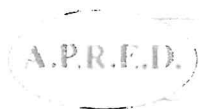
Pour l'instant, les fonds de l'APRED ne sont pas assez conséquents pour lancer ce fond de solidarité, et nous n'avons pas pu réaliser de micro-crédit cette année. Nous recherchons donc un financement extérieur.

Contact :

Secrétariat : Josiane ELLERO – 05 53 77 84 28

Animateur : Johanna MASSOL – 05 53 77 84 29

Adresse : 271 rue de Péchabout 47 000 AGEN



**Convention d'accompagnement aux Mesures de
Compensations Collectives dans le cadre du décret n°2016-
1190 du 31 août 2016**

Entre les soussignées,

L'Association pour la Prévention et le Redressement des Exploitations en Difficultés de Lot-et-Garonne, dont le siège est sis 271 rue de Péchabout
- BP 80349, 47008 AGEN CEDEX, représentée par Monsieur Patrick FRANKEN,
président, spécialement habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « **APRED** »
De première part,

Et :

La **SEM 47** dont le siège social est 6 bis boulevard Scaliger 47000 AGEN,
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Agen sous le numéro
325 517 795, représenté par Monsieur Michel MASSET agissant en qualité de
Président Directeur Général

Ci-après dénommée « **SEM47** »
De seconde part,

Ci-après dénommées ensemble les « Parties » et individuellement la « Partie ».

Il est préalablement rappelé ce qui suit :

Avec le projet « Agrinove » porté par le Syndicat Mixte pour le Développement Economique du Néracais, la société SEM 47 est concessionnée dans le cadre de la création d'une Zone d'activité Economique multi site sur la commune de Nérac située dans le Lot-et-Garonne, pour une surface totale de 31,4 ha (dont 4,88 ha conditionnés à la délocalisation du centre équestre), (ci-après « le Projet »).

Le projet, soumis à étude d'impact environnementale et s'étendant sur plus de 5 hectares de terres aujourd'hui en partie à vocation agricole, est aussi concerné par une étude préalable agricole telle que décrite dans le décret n°2016- 1190 du 31 août 2016, aujourd'hui codifié aux articles D. 112-1-18 et s. du Code rural et de la pêche maritime.

Dans ce cadre, l'article L. 112-1-3 du Code rural et de la pêche maritime prévoit que : *« Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des conséquences négatives importantes sur l'économie agricole font l'objet d'une étude préalable comprenant au minimum une description du projet, une analyse de l'état initial de l'économie agricole du territoire concerné, l'étude des effets du projet sur celle-ci, les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet ainsi que des mesures de compensation collective visant à consolider l'économie agricole du territoire. »*.

L'étude préalable agricole citée ci-dessus réalisée par W pour le compte de la SEM47, a déterminé les impacts du Projet sur la filière agricole. Le coût de compensation agricole collective est évalué à **78 500 € (pour 31,4 ha) dont 7 500€ conditionnés à la délocalisation du centre équestre**.

Suite à cet état des lieux, à la demande du porteur de projet, la Chambre d'Agriculture 47 a fait des propositions d'actions pour mettre en œuvre cette compensation collective.

C'est dans ce contexte, et après discussions, que la CA47 a proposé à SEM 47 de travailler entre autres mesures, sur un axe visant à assurer des mesures de compensations collectives pour consolider l'économie agricole locale, consistant en une aide versée à l'APRED pour son investissement dans l'accompagnement des exploitations agricoles en difficultés.

L'APRED, créée en 1987, accompagne les agriculteurs en difficultés du département à travers plusieurs mesures :

- Accompagnement en amont des procédures collectives judiciaires ;
- Accompagnement dans les procédures administratives qui correspondent aux différents dispositifs d'aides mis en place par le Ministère de l'Agriculture ;
- Gestion d'un fond social pour subvenir aux besoins créés par une situation sociale difficile, en complément des dispositifs sociaux communs.



Tel est l'objet de la présente Convention (ci-après la « Convention »), dont les articles à suivre détaillent cette action.

Ceci exposé, les Parties ont convenu et décidé ce qui suit :

I OBJET

Par la présente Convention, SEM 47 s'engage à prendre à sa charge les compensations collectives décrites aux articles II, III et IV des présentes.

II COMPENSATION COLLECTIVE ECONOMIQUE : PARTICIPATION A L'APRED

Au titre de la présente Convention, SEM 47 s'engage à participer à l'action agricole collective d'accompagnement des agriculteurs en fragilité économique de l'APRED en versant à l'obtention de l'arrêté de création de ZAC et à la mise en compatibilité du PLU par le biais d'une Déclaration d'Utilité Publique un montant de **1 400 euros**.

Par ailleurs, en cas d'extension de la zone d'activité sur le site existant du centre équestre (soit 4,88 ha), la SEM47 s'engage à verser un montant de : **7 500 euros**.

SEM 47 informera l'APRED que les jalons de paiement sont atteints, afin que l'APRED émette un appel à paiement. SEM 47 règlera les sommes prévues dans le délai de 30 jours à compter de la date de réception du dit-appel afin que l'APRED lui fournisse un récépissé de production des fonds.

L'APRED s'engage à utiliser cette subvention pour venir en aide aux agriculteurs, conformément à ses statuts.

III CONDITIONS SUSPENSIVES

L'article II prendra effet à la date de réalisation de l'ensemble des conditions suspensives suivantes :

- Le diagnostic, le montant des compensations collectives et les mesures de compensations collectives proposées devront être validés par Monsieur le Préfet après présentation en CDPENAF (Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles Naturels et Forestiers).
- La compensation sera versée à condition que le projet obtienne les autorisations administratives nécessaires à sa réalisation visée en préambule, purgées de tout recours des tiers.

IV. DUREE

La présente Convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter de sa signature, renouvelable par tacite reconduction.

Toutefois, la présente Convention prendra fin en cas d'abandon définitif du projet résultant :

- du rejet définitif de la demande d'autorisation du projet ;
- du retrait définitif de tout ou partie des autorisations administratives indispensables pour réaliser le projet ;
- d'annulation contentieuse définitive de l'autorisation administrative indispensable pour réaliser le projet ;
- de la perte définitive de la maîtrise foncière de tout ou partie des terrains par la SEM47,

et ce, sans indemnité au profit de l'APRED.

Il est rappelé qu'en cas de rejet de la demande en l'état ou de refus de l'autorisation préfectorale ou de refus de l'une des autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet pour quelques motifs que ce soit, la SEM 47 se réserve expressément le droit d'effectuer tout recours auprès des autorités administratives ou juridictions administratives compétentes. Dans ce cas, la présente Convention restera valable jusqu'à ce que la décision ait acquis un caractère définitif et soit passée en force de chose jugée.

V. MODIFICATIONS

Toute modification à la présente Convention devra donner lieu à la conclusion d'un avenant entre les Parties.

Les Parties conviennent qu'en cas de réduction des surfaces impactées par le projet supérieur à 5% pour des raisons indépendantes de la volonté de la SEM 47, elles se rencontreront pour faire le bilan des superficies laissées à la vocation agricole. Si cela est nécessaire, elles s'entendront pour revoir en fonction le montant des compensations affectées aux différentes actions et le cas échéant, le proratiser.

VI. SUBSTITUTION

Les Parties conviennent que la SEM 47 pourra substituer aux présentes toute personne morale qu'elle désignera dans l'exécution des présentes, ce que l'APRED accepte. Le cessionnaire se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de la SEM 47, sur simple notification faite à l'APRED, à l'adresse mentionnée dans la comparution, cette notification devant impérativement se faire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

Elles conviennent de même que l'APRED pourra substituer aux présentes toute personne morale qu'elle désignera dans l'exécution des présentes, ce que la SEM 47 accepte. Le cessionnaire se substituera dans l'ensemble des droits et obligations de l'APRED, sur simple notification faite à la SEM 47, à l'adresse mentionnée dans la comparution, cette notification devant impérativement se faire par envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception.

VII RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des Parties des engagements de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit un (1) mois après une mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

En cas de manquement grave des obligations de la présente Convention par l'une des Parties, celle-ci sera résiliée de plein droit dès constatation de ce ou ces manquements.

VIII LITIGE –ELECTION DE DOMICILE

Les Parties s'efforceront de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente convention.

Tout litige qui ne pourrait être résolu de cette manière dans un délai de trois (3) mois sera soumis au Tribunal de Proximité d'Agen.

Les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

Le 14 octobre 2021,

Pour l'APRED

Le Président

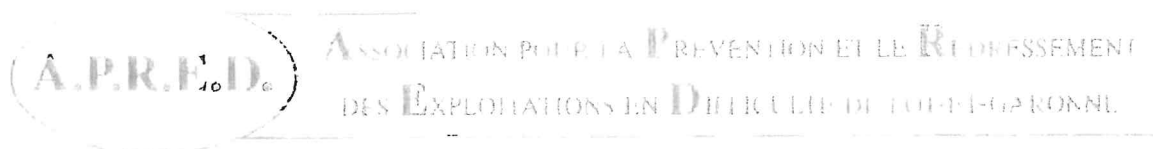
Patrick FRANKEN

Pour la SEM 47

Le Président Directeur
Général

Michel MASSET

Annexe 1 : Présentation de l'APRED



Statut : Association Loi 1901.

Histoire :

Cette association a été créée en 1987, à l'initiative collective de 6 membres fondateurs, la Chambre départementale d'Agriculture de Lot et Garonne, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel (du département de Lot-et-Garonne à l'époque), la Fédération des Coopératives de Céréales et d'approvisionnement, la Caisse Régionale d'Assurances Mutuelles Agricoles (GROUPAMA par la suite), la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles, la Mutualité Sociale Agricole, avec un objet principal réparti en 4 points essentiels :

- traiter à leur demande, aussi précocement que possible, les cas des exploitants agricoles en situation difficile, les sensibiliser, et établir une relation de solidarité entre eux et les organisations professionnelles,
- être un lieu de concertation, de réflexion et de proposition pour tout ce qui concerne les procédures et les moyens à mettre en œuvre afin de diminuer les risques d'une fragilisation excessive des exploitations, et notamment de celles en phase de changement,
- apporter un appui moral et technique aux exploitations dont la situation est considérée, après examen, comme redressable,
- lorsque le redressement n'est pas possible, leur faciliter l'accès à la procédure de liquidation collective, et les conseiller dans la recherche d'une reconversion.

Actuellement, l'APRED est constituée de 8 membres, dont 5 fondateurs, GROUPAMA s'est retiré, la coopérative Terres du Sud s'est substituée à la Fédération des Coopératives de Céréales et d'approvisionnement par changement de nom social, et 3 membres supplémentaires, la Coordination Rurale 47, le syndicat JA 47 et la Banque Populaire Occitane.

Nous le savons, le nombre d'agriculteurs en difficulté ne cesse de croître, avec des filières entières « s'écroulent » (lait, viande, fruits et légumes, etc.). Les actions menées par l'APRED sont donc toujours plus d'actualité.

Actions :

- Accompagnement des exploitants agricoles en difficulté économique, en amont des procédures collectives judiciaires : rendez-vous d'informations, analyses du système global d'exploitation, construction d'un plan d'action avec l'agriculteur pour redresser la situation de l'entreprise.
- Accompagnement des exploitants agricoles du département dans les procédures administratives qui correspondent aux différents dispositifs d'aides mis en place par le Ministère de l'Agriculture. Ces dossiers sont examinés par un Comité Technique réunissant tous les membres de l'association, avant validation par les services de l'État.
- Gestion d'un fond social d'un montant annuel de 81 250 €, abondé à 60 % par la MSA et à 40 % par le Conseil Départemental. L'intervention consiste à octroyer, aux agriculteurs éligibles, une aide comprise entre 500 et 3 000 € pour subvenir aux besoins créés par une situation sociale difficile, en complément des dispositifs sociaux communs.

Aujourd'hui :

Nous travaillons sur la mise en place d'un fond de solidarité sur lequel l'APRED engage ses fonds propres. Le principe : octroyer des prêts à taux zéro pour les agriculteurs ayant des difficultés économiques et désireux de financer un projet permettant de relancer l'exploitation. Le prêt ne dépasserait pas 5 000 € et serait remboursable sur 36 mois maximum.

Pour l'instant, les fonds de l'APRED ne sont pas assez conséquents pour lancer ce fond de solidarité, et nous n'avons pas pu réaliser de micro-crédit cette année. Nous recherchons donc un financement extérieur.

Contact :

Secrétariat : Josiane ELLERO – 05 53 77 84 28

Animateur : Johanna MASSOL – 05 53 77 84 29

Adresse : 271 rue de Péchabout 47 000 AGEN